



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 56 – 23 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

ETHIOPIE :
INAUGURATION
DU BARRAGE
HYDRO-
ELECTRIQUE
AFRICAIN
GIBE III

CORRIDOR ABIDJAN-
LAGOS : 187,1 M
USD POUR UN
TRONÇON AU TOGO

MAURICE :
FORTE HAUSSE DES IDE
ATTENDUE POUR 2016

BURKINA FASO :
UN DEUXIEME
PROGRAMME MCC
(MILLENIUM
CHALLENGE
CORPORATION)

SENEGAL :
LA BAFD CONTRIBUE
POUR 41 M EUR AU
PROJET DE
CONSTRUCTION DU
PONT DE ROSSO

KENYA :
FINANCEMENT DE
50 M EUR DE L'UNION
EUROPEENNE POUR LE
DEVELOPPEMENT DE LA
PETITE AGRICULTURE

CAMEROUN :
LE FRANÇAIS NEXANS
FOURNIRA LE CABLE
SOUS-MARIN A FIBRE
OPTIQUE DE 6000 KM
QUI RELIERA LE
CAMEROUN ET LE BRESIL

COCA-COLA REPREND
LA MAIN SUR UNE
PARTIE DE SES
ACTIVITES AFRICAINES

MADAGASCAR :
ASSEMBLEE GENERALE
DE LA CONFERENCE
PERMANENTE DES
CHAMBRES DE
COMMERCE AFRICAINES
ET FRANCOPHONES



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Signature d'un accord Commission de l'océan Indien / AFD pour la régionalisation du programme d'efficacité énergétique

La Commission de l'océan Indien et le bureau de l'Agence française de développement à Maurice ont signé le 16 décembre un accord s'inscrivant dans la volonté de la COI de soutenir la duplication du programme national d'efficacité énergétique (PNEE) de Maurice dans les autres pays bénéficiaires du programme COI-ENERGIES (Comores, Madagascar, Seychelles), financé par l'Union européenne. En 2013, l'AFD et *Business Mauritius*, avec le ministère mauricien de l'Energie et des Services publics (et sur financement européen) ont mis en place un PNEE visant à réaliser des audits énergie dans une centaine d'entreprises mauriciennes, devant déboucher sur une réduction de consommation de l'ordre de 40 MW.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Corridor Abidjan-Lagos : 187,1 M USD pour un tronçon au Togo

L'aménagement de 30 kilomètres de route en 2x2 voies au Togo, en allant vers la frontière avec Bénin, fera l'objet d'un co-financement de 187,1 M USD. La promesse d'un corridor de plus de 1 000 km a été formulée il y a presque deux décennies par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria, sans être tenue jusqu'à présent. C'est le tronçon routier entre Avépozo et Aného qui doit bénéficier de ce programme. Y contribuent la Banque islamique de développement (BID), l'Union Européenne (UE), la Banque ouest-africaine de Développement (Boad), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'UEMOA, et le Gouvernement du Togo. La BAfD apporte quant à elle un don et un prêt d'un total de 40,8 M USD.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Environnement : 86 % des jeunes Africains estiment subir les conséquences du réchauffement climatique

Une étude publiée cette semaine et réalisée dans le cadre de la COP22 montre qu'une majorité de jeunes Africains sont sensibilisés aux problématiques liées au réchauffement climatique. À ce titre, plus de la moitié (53 %) reprochent aux gouvernements africains de ne pas en faire assez. Mais malgré le rôle prépondérant qu'ils prêtent aux États – qui selon 76 % d'entre eux doivent agir en premier lieu contre le réchauffement climatique –, les jeunes Africains veulent aussi agir pour l'environnement. Par ailleurs, plus de 9 jeunes sur 10 considèrent prioritaire de faire des énergies renouvelables la première source d'énergie utilisée en Afrique.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : adoption du budget 2017

Le Parlement burkinabè a adopté le budget 2017 le 15 décembre 2016. Celui-ci s'élève à 2 455 Mds FCFA (3,7 Mds EUR), soit une hausse de 33 % par rapport au budget 2016. Les recettes fiscales (impôts, douanes, Trésor) atteignent 1 438 Mds FCFA (2,2 Mds EUR) et les recettes exceptionnelles 566 Mds FCFA (863 M EUR). Les dépenses d'investissements ont presque doublé à 1 229 Mds FCFA (1,9 Md EUR), celles des charges de personnel progressent de +6,1 % et celles de fonctionnement de +10,9 %. Les secteurs prioritaires annoncés sont l'éducation, la santé, l'emploi, la formation professionnelle, l'énergie et les infrastructures. Le besoin global de financement est estimé à près de 419 Mds FCFA (639 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'Etat émet un Bon du Trésor de 78 Mds FCFA (119 M EUR)

La maturité de ce Bond est de deux ans (21 décembre 2016-18 décembre 2018), avec un taux d'intérêt multiple. 25 % (19,5 Mds FCFA, soit 30 M EUR) du montant mis en adjudication est offert sous forme d'offres non compétitives aux spécialistes en valeur du Trésor (SVT) basés en Côte d'Ivoire.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le budget 2017 s'élève à 2013,6 Mds FCFA (3 Mds EUR)

Le projet de loi de finances 2017 a été adopté par le parlement le 15 décembre 2016. Le budget 2017 s'élève à 2013,6 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit une hausse de 11,7 % par rapport à 2016. Les ressources intérieures (recettes fiscales et non fiscales) devraient atteindre 1469 Mds FCFA, soit une augmentation de 12,7 %. Le gap de financement, qui se chiffre à 544,5 Mds FCFA, devrait être comblé par des apports extérieurs (nouveaux prêts, appuis budgétaires, ressources issues de l'allègement de l'initiative des pays pauvres très endettés).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le shilling et la dette externe vulnérables à la remontée des taux de la *Federal Reserve* américaine

La hausse des taux d'intérêt directeur de la *FED* de 0,5 pdb à 0,75 pdb semble pour le moment peu impacter le shilling kenyan : à 102,5 KES/USD, son niveau est stable depuis janvier. Mais les tensions vont s'accroître en cas de remontée continue des taux. La dette publique externe est elle aussi un point de fragilité : elle représentait fin septembre 48 % de la dette publique, soit 23 % du PIB. Le service de la dette (aujourd'hui 17,7 % des dépenses, 3,3 % du PIB) devrait sensiblement augmenter au cours des prochains semestres du fait de conditions moins avantageuses sur la dette commerciale et de la dépréciation du shilling.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : forte hausse des IDE attendue à Maurice pour 2016

Selon la Banque de Maurice, les IDE entrants devraient atteindre 14 Mds MUR (350 M EUR) en 2016, soit une hausse de 44 % par rapport à 2015, année où les IDE avaient chuté de 48 % comparativement à 2014. Au cours des neuf premiers mois de 2016, les investissements directs étrangers ont représenté un volume de 10,6 Mds MUR contre 7,2 Mds MUR pour la même période en 2015. C'est l'immobilier résidentiel qui continue d'attirer le plus d'IDE avec plus de 60 % des flux, suivi par les services financiers (19 %). La France reste, de loin, le 1^{er} pays investisseur (33 %), devant la Chine (18 %), l'Afrique du Sud (15 %), les Emirats Arabes Unis (8 %) et le Royaume-Uni (5 %).

✉ jerome.chastenet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Soudan : brusque accélération de l'inflation en novembre

L'inflation soudanaise est passée de 19 % en tendance annuelle en octobre, à 29,5 % en novembre. Les récentes mesures d'augmentation du prix de l'énergie, carburants et électricité, sont à l'origine de cette très forte hausse de l'inflation.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo Brazzaville : point en demi-teinte sur la diversification de l'économie

L'économie congolaise entrerait en récession en 2016, selon les prévisions du FMI : la croissance du PIB, initialement prévue à 4,4 % puis révisée à 1,7 %, serait finalement ramenée à -0,9 %. Le secteur pétrolier, particulièrement touché, n'a pas atteint le doublement de la production prévue qui est repoussé à 2017. Les perspectives de reprise de la croissance par la diversification restent incertaines : les filières mines et bois demandent une meilleure valorisation industrielle, le secteur du ciment est confronté à la baisse des chantiers publics, celui de l'agriculture reste tributaire des investissements privés et la création de 4 Zones Economiques Spéciales (ZES), engagée depuis plusieurs années, a du mal à se concrétiser.

✉ Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo Brazzaville : premier emprunt obligataire régional

Le Congo a procédé le 15 décembre à l'émission de son premier emprunt obligataire régional d'un montant attendu de 150 Mds FCFA, d'une maturité de 5 ans assortie d'une période de grâce d'un an et d'un taux fixe net d'impôts de 6,5 %. Le recours à cet instrument financier, longtemps écarté par l'exécutif congolais, devrait lui permettre de faire face à l'important déficit budgétaire attendu pour 2017, malgré une contraction du budget de 24 %. Il financera en priorité les projets de développement en cours inscrits au budget 2016 et l'apurement partiel de la dette intérieure de l'Etat.

✉ Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo Brazzaville : avancées chinoises sur la ZES de Pointe Noire

Une délégation d'experts chinois était à Brazzaville le 15 décembre afin de rendre compte à l'exécutif congolais de l'état d'avancement du développement de la Zone économique spéciale (ZES) de Pointe-Noire, en termes de sélection du site et d'identification des activités du parc industriel. Ces dernières devraient être connexes à la construction prévue du port minéralier, vu comme le futur carrefour des échanges commerciaux en Afrique centrale. La ZES, conçue sur le modèle de celle de Suzhou, s'inscrit dans le cadre de l'accord de jumelage signé entre cette ville et Pointe-Noire, suite à la visite du président congolais en Chine en juillet 2016.

✉ Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Gabon : hausse des prix à la consommation**

Selon la Direction générale de la statistique, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) dévoile une hausse des prix de 4,2 % en glissement annuel à novembre 2016. Par rapport au mois précédent, le niveau des prix a cependant diminué de 0,32 %, infléchi par la diminution des prix des produits alimentaires et boissons (-1,1 %). Les postes logement, eau, gaz et l'électricité ont, en revanche, augmenté de 10 % par rapport à octobre 2015.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 770 M EUR de la BAfD pour le transport urbain à Abidjan

La Banque africaine de développement (BAfD) vient d'approuver un prêt de 770 M EUR à la Côte d'Ivoire, pour financer un vaste projet d'amélioration du transport urbain à Abidjan. Ce projet porte sur l'aménagement de 88 kms de voies rapides, d'un pont de 1400 m (reliant les communes du Plateau et d'Adjamé à celle de Yopougon) et de six échangeurs, la réhabilitation des feux tricolores de 89 carrefours, l'évaluation de la qualité de l'air, la gestion des déchets ainsi que le renforcement des capacités en matière de régulation de la circulation, de planification urbaine, d'amélioration des recettes locales, de sécurité routière et de protection des écosystèmes naturels. Il sera exécuté de mars 2017 à décembre 2021.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un deuxième programme MCC (*Millénium Challenge Corporation*)

Le nouvel Ambassadeur américain Andrew Young a annoncé la sélection du Burkina Faso pour le 2^{ème} programme « Compact 2 » du *Millenium Challenge Corporation* (MCC). Les secteurs d'intervention pourraient être l'électricité, l'agriculture et irrigation, les infrastructures de transports, l'approvisionnement et hygiène en eau, l'accès à la santé, le développement des finances, les initiatives anti-corruption. Le premier programme, qui avait débuté en 2009, avait apporté un financement de 366 M EUR en cinq ans à travers quatre domaines-clés : la sécurisation foncière, le développement de l'agriculture, le désenclavement et le projet Bright2 sur l'éducation des jeunes filles.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : signature de sept conventions de financement avec l'UE

En déplacement à Bruxelles, le Président nigérien a signé sept conventions de financement pour un montant total de 470 M EUR. Ces prêts visent à soutenir les efforts de réformes (éducation, gouvernance démocratique et promotion de l'Etat de droit...) et le renforcement des capacités de l'État. En outre, le 11^{ème} Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique a été approuvé pour le Niger au titre de l'année 2016, à hauteur de 140 M EUR. Cette enveloppe est destinée à neuf projets liés à la lutte contre les trafics et la traite des êtres humains, à l'amélioration de la gestion des frontières et à la lutte contre les causes profondes de la migration. Au total, l'UE aura appuyé le Niger pour un montant total de 610 M EUR en 2016.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Niger : la Banque mondiale accorde un don de 21 Mds FCFA (32 M EUR)

La Banque mondiale vient d'accorder 21 Mds FCFA (32 M EUR) au Niger dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités et de la performance du secteur public pour la prestation de services. Cette convention de financement, qui a été signée entre la ministre du Plan et le représentant résident de la Banque mondiale au Niger, est en réalité une restructuration d'un précédent projet. Trois axes principaux ont été retenus pour ce projet, à savoir l'amélioration de la gestion des ressources humaines, le renforcement de la gestion des finances publiques et la gestion du changement.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Sénégal : la BAfD contribue pour 41 M EUR au projet de construction du pont de Rosso**

La BAfD va octroyer un prêt de 6 Mds FCFA (9,4 M EUR) au Sénégal et 21 Mds FCFA (31,3 M EUR) à la Mauritanie, pour la construction du pont de Rosso, sur le fleuve Sénégal. Ce projet sera cofinancé par les deux gouvernements sénégalais et mauritanien avec la BEI et l'UE, pour un montant total de 87,6 M EUR. Ce pont d'1,5 km reliera les deux pays et inclura la construction et l'équipement des postes de contrôle juxtaposés. Il est prévu aussi l'aménagement de 60 kms de pistes rurales devant desservir les zones productrices de riz, la réhabilitation de 7 écoles, de 3 postes de santé et la mise en place d'un raccordement en eau potable dans les 2 villes de part et d'autre du fleuve.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BAfD contribue pour 65,5 M EUR au projet de renforcement de l'approvisionnement en eau de KMS 3**

La BAfD va financer par un prêt de 42,6 Mds FCFA la réalisation des canalisations de 200 000 m³/j assurant l'approvisionnement en eau des zones rurales environnantes du Lac de Guiers, les zones de l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD), le pôle urbain de Diamniadio. Ce prêt boucle le financement nécessaire à la mise en œuvre du projet KMS 3 d'un coût global de 273 Mds FCFA, auquel contribuent l'AFD, la Banque européenne d'investissement et la Banque islamique de développement. Les premiers marchés de construction de cette station de *Keur Momar Sarr* (KMS) seront attribués au 1^{er} trimestre 2017.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : KfW accorde une ligne de crédit de 80 M EUR à la BOAD**

Une ligne de crédit de 80 M EUR a été accordée par la banque publique allemande KfW à la BOAD (Banque ouest-africaine de développement). Cet appui vient s'additionner au récent appui de 100 M EUR de l'AFD, destiné à consolider l'activité concessionnelle en faveur de projets auprès de ses Etats-membres et de mettre en place une fonction de pilotage financier.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : un prêt de 159 M USD de la BAfD à Ethiopian Airlines**

Le 16 décembre dernier, la Banque africaine de développement (BAfD) a validé un prêt de 159 M USD en deux tranches pour la compagnie aérienne Ethiopian Airlines (EAL). Ce prêt est destiné à assurer le financement du plan d'expansion de la compagnie, en particulier l'achat d'A350-900 (dont les livraisons commenceront dès janvier 2017 et s'étaleront sur 3 ans pour les 12 appareils commandés). Ainsi, EAL maintient la dynamique d'expansion de sa flotte (actuellement de 82 appareils et 51 nouveaux avions commandés) et de son chiffre d'affaires (avec un objectif de 10 Mds USD annuel en 2025 contre 2,2 Mds USD pour 2014/2015).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : financement de 50 M EUR de l'Union européenne pour le développement de la petite agriculture**

En marge de la conférence parlementaire ACP-UE qui s'est tenue à Nairobi du 19 au 21 décembre, le Kenya et l'UE ont signé un accord financier pour la fourniture d'un don d'un montant global de 104 M EUR. 50 M EUR viendront en appui au développement du secteur agricole pour renforcer la productivité et la résilience des petites exploitations, en facilitant l'accès aux services bancaires et au marché, et en développant la formation et la recherche. Le reste du financement est affecté à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement (20 M EUR) et à l'appui aux communautés marginalisées (3 M EUR).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : signature de deux accords de prêts concessionnels de 165 M USD avec la BafD**

Le secrétaire général du ministère des Finances et de la planification et la représentante résidente de la Banque africaine de développement (BAfD) ont signé deux accords de prêts concessionnels pour un montant total de 165 M USD. 71 M USD sont dédiés à l'efficacité opérationnelle de la compagnie nationale d'électricité (TANESCO), et 94 M USD sont destinés à augmenter le capital de la Banque de développement agricole (TADB) afin de renforcer l'accès aux financements des agriculteurs. La demande de prêts à la TADB représente plus 35 M USD, alors son capital est estimé à 30 M USD. Par conséquent, en 2015, année de sa création, la banque n'avait émis que 2 M USD de prêts au bénéfice d'environ 2000 agriculteurs.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature de 7 conventions d'investissement pour un montant global de 94,5 Mds FCFA**

Les secteurs visés sont, l'agroalimentaire, l'industrie manufacturière, le bois, l'hôtellerie et l'habitat. Ces nouveaux investissements permettraient la création de 2052 emplois. Les entreprises promotrices de ces investissements bénéficieront des dispositions de la loi fixant les incitations à l'investissement privé qui prévoient entre autres, la réduction de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sur la base de 50 % du montant des investissements. L'exonération de la TVA sur l'importation des équipements et matériels industriels et d'un taux réduit de 5 % du droit de douane à l'importation des équipements et matériels.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Exim Bank Korea finance la construction de 3 centres de formation professionnelle**

Le coût global de la construction des centres de formation professionnelle d'excellence (CFPE) dans les villes de Sangmelima, dans le Sud, Limbe, dans le Sud-Ouest, et Douala, dans le Littoral, s'élève à 24 Mds FCFA dont 17 Mds apportés par Exim Bank Korea dans le cadre d'un prêt dont les conditions n'ont pas été rendues publiques. 14 métiers sont concernés, parmi lesquels la transformation du bois, la mécanique, l'industrie de l'habillement, l'électricité et l'électronique, l'informatique et le multimédia, et l'hôtellerie.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 6,6 Mds FCFA du fonds fiduciaire de l'Union européenne pour le développement économique à l'Extrême-Nord Cameroun**

Cet appui de l'Union européenne au Cameroun intervient dans le cadre du financement du Programme national de développement participatif (PNDP) dont l'objectif est d'appuyer les communes de l'Extrême Nord dans le développement économique de leur territoire, par la réalisation d'infrastructures socio-économiques et la création d'emplois pour les jeunes. Le PNDP jouit par ailleurs des financements de la France dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) ; il a bénéficié à ce jour de 64 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : le projet PEEDU Eau, électricité et développement urbain prend du retard**

Le budget 2017 du Projet gouvernemental Eau, électricité et développement urbain (PEEDU), cofinancé avec la Banque mondiale, a été adopté le 15 décembre pour un montant de 17,8Mds FCFA. La Banque Mondiale y contribue à hauteur de 60 % (9,8Mds de FCFA) pour une contrepartie congolaise de 8 Mds FCFA. Ce projet, qui court sur la période 2014-2019, accuse déjà un retard dans la mobilisation des fonds de contrepartie, occasionnant un ralentissement de sa mise en œuvre et, à terme, un possible abandon de postes (lignes de transport électrique, lignes de distribution, transformateurs, etc.). Seuls 58 % des ressources mobilisées ont été décaissés à ce jour.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : l'Agence française de développement (AFD) et le Gabon signent une convention de financement des travaux du Transgabonais**

La convention signée en présence de l'Ambassadeur de France au Gabon, Dominique Renaux porte sur la réhabilitation de la ligne du chemin de fer du Transgabonais, reliant Libreville et Franceville. Le prêt de 93 M EUR servira à financer une série d'investissements dans les infrastructures, à savoir, la remise à niveau des zones instables, les travaux sur tous les ponts de la ligne, la formation des personnels, l'achat de matériel voyageur. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan de remise à niveau de la SETRAG (filiale de COMILOG, groupe ERAMET), concessionnaire depuis 2005.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Energie et matières premières

▼ Guinée : les premiers échantillons de bauxite de la société GAC sur le marché chinois

La première cargaison de bauxite (55 000 tonnes) produite par *Guinea alumina corporates* (GAC) a quitté le port de Kamsar en direction de la Chine. Les travaux de construction étant en cours sur le site minier, le démarrage effectif de la production commerciale est prévu pour 2018. Il est prévu 12 millions de tonnes production par an. GAC développe des capacités portuaires additionnelles au port de Kamsar, pour permettre l'accostage de navires de type *Capesize* et *Newcastle max* dont les capacités sont plus grandes que celles disponibles actuellement. L'utilisation de grands navires réduira les coûts de transports et renforcera ainsi la compétitivité de la bauxite guinéenne sur le marché international.

✉ lognara.traoré@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : signature d'un accord entre BP et Kosmos Energy pour la mise en valeur d'*Ahmeyim*

Au terme de cet accord, *British petroleum* (BP) investit près d'1 Md USD pour le développement d'*Ahmeyim*, champ gazier offshore situé à mi-chemin sur la frontière atlantique entre le Sénégal et la Mauritanie. Associé à l'Américain *Kosmos*, BP acquiert 62 % des blocs mauritaniens (*KE* : 28 % et *SMPH* : 10 %) et 32,49 % des blocs sénégalais (*KE* : 32,51 %, *Timis corporation* : 25 % et *Petrosen* : 10 %). BP devient opérateur pour le développement des champs gaziers alors que *KE* conserve la responsabilité de l'exploration future. *Ahmeyim* est estimé à plus de 20 TCF. Le gaz, dont la production est souhaitée pour 2021, fera l'objet d'une liquéfaction (GNL) puis d'un acheminement par voie maritime, essentiellement vers l'Europe.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : inauguration du barrage hydro-électrique africain Gibe III

Le 18 décembre dernier le barrage hydro-électrique de Gibe III a été officiellement inauguré. La capacité totale de production du barrage le plus haut d'Afrique (246 m) est de 1 870 MW : des essais (générant 500 MW) avaient débuté en avril dernier. Construit pour un coût de 1,5 Md EUR, il s'agit du troisième barrage au fil de l'eau sur la rivière Omo. Le financement a été assuré à 40 % par l'Ethiopie et à 60 % par la *Industrial and Commercial Bank of China*. Ce projet, contesté dès son démarrage en 2006, permettra d'exporter de l'électricité vers les pays voisins, en particulier le Kenya.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : réduction de la production de pétrole au 1er janvier 2017

A partir du 1^{er} janvier 2017, le Gabon va réduire sa production de pétrole de 9 000 barils par jour. Cette mesure découle de l'accord intervenu à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en novembre dernier de réduire la production journalière des pays membres de 1,2 millions de barils. Cette réduction de 9000 barils/j représente 4,3 % de la production journalière du Gabon.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : lancement des travaux de la première centrale solaire photovoltaïque

Le lancement officiel des travaux de construction de la centrale solaire d'Ambatolampy (à 60km au sud d'Antananarivo) a eu lieu le 13 décembre. Issue d'un partenariat public-privé entre le gouvernement malgache et la société GreenYellow (filiale du Groupe Casino), cette centrale de 20 MW a un coût estimé à 26 M EUR. Un contrat d'achat d'électricité signé avec la compagnie nationale d'électricité Jirama sur 25 ans, permettra d'injecter l'énergie produite par cette centrale sur le réseau interconnecté d'Antananarivo et permettra d'approvisionner environ 50 000 foyers. Cette centrale sera opérationnelle dans 10 mois et l'énergie produite sera vendue à la Jirama à 0,125 EUR/kwh.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Congo Brazzaville : l'exploitation de la fibre optique confiée à des Italiens

Un Accord-cadre signé le 8 décembre à Rome entre le ministre congolais des Postes et Télécommunications et l'administrateur de l'entreprise italienne, CGT Electronica Spa confie à cette dernière la gestion des réseaux de communications électroniques et des services télématiques. L'Etat congolais attend de l'entreprise qu'elle l'appuie techniquement dans la réalisation de sa politique TIC et s'engage à mettre en place les conditions favorables à ce partenariat qui, outre les études et conseils techniques, englobe l'installation des systèmes audio-vidéo dans l'ensemble du pays.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Mali : le groupe marocain Addoha inaugure une nouvelle cimenterie

La cérémonie d'ouverture officielle de la Cimenterie de l'Afrique (CIMAF) s'est tenue le 15 décembre dans la commune de Diago, en présence du Président Ibrahim Boubacar Keïta. Pour mémoire la pose de la première pierre avait eu lieu le 22 février 2014. Ce projet est le fruit d'un partenariat entre le groupe marocain Addoha et l'Etat du Mali. Il a nécessité un investissement de 33 M EUR. La production a démarré en novembre dernier. Elle devrait atteindre 500 000 tonnes de ciment/an. Une extension de la cimenterie, en vue de doubler sa production, est prévue.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : lancement de la première usine de montage automobile

La société tanzanienne Simba Motors a annoncé la mise en construction de la première chaîne d'assemblage automobile en Tanzanie, installée au sein de l'*export processing zone* (EPZA) de Dar es Salaam. L'usine pilote qui sera mise en service avant la fin de l'année 2017 produira 20 véhicules par mois. La capacité de production visée est de 5 000 véhicules par an. Le projet, qui représente un investissement de près de 200 M USD, est le fruit d'une joint-venture entre Simba Motors, l'entreprise chinoise Foton International Trade Co. et une agence publique. La demande annuelle de petits véhicules utilitaires en Tanzanie est estimée à environ 4 000 véhicules.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Maurice : un nouveau partenaire mauricien pour le projet de câble sous-marin METISS

CEB FiberNet Co Ltd, filiale de l'organisme public de l'électricité de Maurice, vient de rejoindre le consortium des 7 opérateurs - Blueline, Canal+ Telecom, Emtel, SRR /SFR Réunion, Telco OI, Telma et Zeop - qui se sont engagés dans l'installation d'un câble sous-marin à très haut débit devant relier Maurice, La Réunion, Madagascar et l'Afrique du Sud. Ce projet, lancé sous le nom de METISS en juin 2016, a été impulsé par la Commission de l'océan Indien et a un coût estimé à 75 M EUR. Pour sa mise œuvre, un véhicule de financement sous forme de SPV (*Special Purpose Vehicle*) doit être mis en place début 2017. Une liaison entre l'île Maurice et l'île de Rodrigues est envisagée.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Air Mauritius envisagerait de réactiver un projet de compagnie régionale

Sur la base d'une étude de pré-faisabilité conduite par un consultant britannique, Air Mauritius envisagerait de remettre sur les rails un projet de compagnie régionale low-cost, initiative déjà évoquée en 2014. De son côté, Air Austral, le concurrent réunionnais de la compagnie nationale mauricienne, aurait entamé une réflexion similaire. Par ailleurs, Air Mauritius ferait partie des compagnies pré-qualifiées dans le cadre du projet de session de 49 % du capital d'Air Madagascar. Avec la baisse du coût du carburant, Air Mauritius prévoit de dégager des bénéfices pour l'année financière en cours d'environ 1 Md MUR, soit un peu plus de 25 M EUR).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Coca-Cola reprend la main sur une partie de ses activités africaines

Le géant américain a annoncé le rachat de 54,5 % de *Coca-Cola Beverages Africa* (CCBA) pour 3,15 Mds USD à Anheuser-Busch InBev (AB InBev), leader mondial belgo-brésilien des bières et principal embouteilleur mondial de PepsiCo. Quatre mois après que leader mondial belgo-brésilien AB Inbev a englouti SABMiller, brasseur né en Afrique du Sud et devenu numéro deux de ce secteur, le géant américain des boissons a repris la participation de SABMiller – acquise par AB Inbev lors de la fusion – dans CCBA. Le montant du rachat de 54,5 % de CCBA atteint 3,15 Mds USD. L'accord de mercredi porte sur l'Afrique du Sud, la Namibie, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Éthiopie, le Mozambique, le Ghana, Mayotte et les Comores.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Cameroun : le français Nexans fournira le câble sous-marin à fibre optique de 6000 Km qui reliera Cameroun et le Brésil

Huawei Marine Networks, entreprise chinoise choisie pour le déploiement d'un câble sous-marin à fibre optique entre les villes de Kribi au Cameroun et de Fortaleza au Brésil, pour un montant de 270 Mds FCFA, sous-traitera la fabrication du câble à Nexans avec une livraison prévue en fin 2017. Le câble sous-marin sera ensuite déployé jusqu'au dernier trimestre 2018. Nexans avait déjà été choisie pour la fabrication du câble sous-marin à fibre optique NCNCS, reliant le Cameroun et le Nigeria.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le français IED Invest construira une mini-centrale hydroélectrique à Mbakaou dans la région de l'Adamaoua**

La mini-centrale hydroélectrique de Mbakaou d'une capacité de 1,4 MW extensible à 2,8 MW coûtera 5,5 M EUR, soit environ 3,6 Mds FCFA. Avec une production annuelle évaluée à 10,9 GWh, elle permettrait l'accès à l'électricité à plus de 1500 ménages établis dans la région de l'Adamaoua.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : de nouvelles difficultés à la Camair co**

Les cinq avions de la compagnie aérienne nationale n'auraient effectué aucun vol depuis une semaine pour des raisons diverses. Le Directeur général M. Dikoum (en poste depuis août 2016) invoque des problèmes de carte de navigation, de besoins d'équipements pour les avions Boeing 767 et 737 et de licence expirée de l'équipage des MA 60. Des problèmes de trésorerie, de management et d'endettement important (30 Mds FCFA) avaient conduit l'Etat à commander un audit de l'entreprise et un plan de relance. Le plan de relance élaboré par Boeing était estimé à 25 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo Brazzaville : ECAIR devrait reprendre de l'altitude ... mais pas à court terme**

La compagnie aérienne congolaise Equatorial Congo airlines - ECAIR, avait dû suspendre ses activités en juin 2016. Les multiples destinations desservies, dont Paris, avaient eu raison de la stabilité financière de l'entreprise, qui emploie toujours quelque 700 personnes et dispose d'une flotte de 7 appareils de type Boeing. Elle fait actuellement l'objet d'un audit qui doit déboucher sur la mise en place d'un plan de redressement. Pour relancer son activité, elle dispose d'un capital de 57 Mds FCFA, obtenu en partie grâce à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 60 Mds FCFA émis en mars 2016 et à un prêt de 20 Mds FCFA, accordé par la BDEAC en juin 2016 au gouvernement congolais.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Madagascar : assemblée générale de la Conférence permanente des chambres de commerce africaines et francophones (CPCCAF)

La 42^{ème} assemblée générale de la CPCCAF s'est déroulée à Antananarivo les 12 et 13 décembre 2016. Cette rencontre a vu la participation de 84 représentants de 17 pays et de 47 institutions consulaires. A cette occasion, la mise en place d'un centre d'arbitrage francophone et d'une plateforme pour les femmes chefs d'entreprises francophones a été discutée. En marge de cet événement, les comités de pilotage du projet de compagnonnage consulaire, financé par l'AFD (2,4 M EUR portant sur la période 2015-2017) et du Programme de renforcement des capacités commerciales dans l'océan Indien, financé par l'AFD (2,4 M EUR) se sont réunis.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : mission du FMI

À la demande des autorités béninoises, une équipe du FMI a séjourné à Cotonou du 30 novembre au 12 décembre 2016, pour poursuivre les discussions avec les autorités sur un éventuel programme FEC (Facilité élargie de crédit). La mission a noté les retombées négatives de la situation au Nigéria, notamment sur les recettes douanières, mais a mis en avant la résilience de l'activité économique grâce surtout à la production agricole. Selon la mission, il est essentiel d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures et la gestion des finances publiques afin de créer un espace budgétaire qui permettra d'accroître les investissements publics et les dépenses de la réduction de la pauvreté, tout en préservant la viabilité de la dette.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

